

Les rendez-vous de sept. à déc. 2019

Neuf groupes Attac dans les Hauts-de-Seine,
il y en forcément un **près de chez vous** !

attac92@attac.org - <https://local.attac.org/attac92/> et sur les réseaux sociaux  

FORUM DES ASSOCIATIONS 2019

RENCONTRONS-NOUS ! Les militants des groupes de proximité d'Attac 92 se mobilisent sur les forums des associations organisés dans les communes du département :

- samedi 7 septembre : à Clamart, à Clichy, à Gennevilliers
- dimanche 8 septembre : à Colombes

RÉUNION MENSUELLE À 20 h 30

- les mercredi 11 septembre, mercredi 16 octobre, mercredi 13 novembre et mercredi 11 décembre
- Maison des sports, salle orange, place Hunebelle

SOIRÉE CINÉ

- 30 novembre de 18 h à 22 h

Les objectifs du développement durable : accords multinationaux et traités transatlantiques, quelles conséquences et quels dégâts ? Dans le cadre du Festisol, en partenariat avec le collectif MASI, théâtre avec les comédiens amateurs d'Attac puis débat en présence d'Anne Bach, Action-Aid Peoples Solidaires

Joindre le groupe ou s'informer

<https://local.attac.org/attac92clamart/>

RÉUNIONS À 20 h 30

Salle Henri Lasson à Antony

- les mercredi 18 septembre, mercredi 16 octobre, mercredi 18 décembre

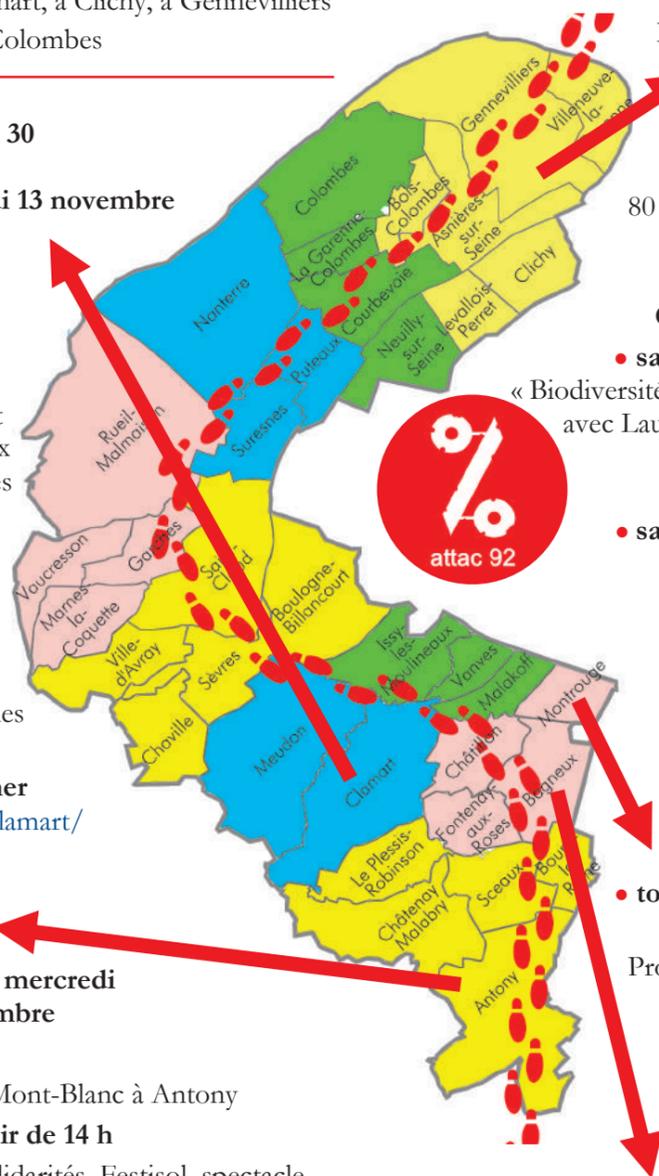
SOIRÉE THÉÂTRE - DÉBAT

Salle du Mont-Blanc, 2 rue du Mont-Blanc à Antony

- samedi 16 novembre, à partir de 14 h

Dans le cadre du festival des solidarités, Festisol, spectacle théâtral avec les comédiens amateurs d'Attac puis débat : traités transatlantiques, multinationales et compagnie, quels dégâts pour les peuples et pour les collectivités ?

Joindre le groupe Attac cables : attac.cables92@gmail.com



RÉUNION MENSUELLE À 20 h 30

- tous les derniers lundi du mois
- Maison des associations
80 bld du g^{al} Leclerc Clichy (métro mairie de Clichy, bus 74 ou 174)

CONFÉRENCE - DÉBAT

- samedi 12 octobre à 14 h « Biodiversité et avenir de l'Humain » avec Laurent Hutinet, journaliste salle du marché, place du marché, Clichy

- samedi 19 octobre à 17 h « Climat et humanité » Intervenant à confirmer salle du marché, place du marché, Clichy

- joindre le groupe : attac92gp2@yahoo.fr ou 09 51 50 59 93 (Jean)

RÉUNION MENSUELLE

- tous les 1^{ers} jeudi du mois (19 h 30),
- Projections de films engagés et conférence débat à la Maison des associations, 105 avenue A. Briand Montrouge

S'INFORMER DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE DE BAGNEUX

- joindre : Daniel au 06 75 44 26 13 ou daniel.monteux@wanadoo.fr

% S'informer & Agir

attac 92 Un autre monde est possible * Le Mag d'Attac 92 * 4^e trimestre 2019

n° 7



« Votre planète, vous la voulez bleue ou saignante ? » Ce slogan, lu sur une pancarte portée par un jeune lors des mobilisations pour le climat à Paris, est tellement juste ! Tous les vendredis, les jeunes du monde entier font grève scolaire pour alerter sur l'urgence climatique et refuser l'inaction. Le 20 septembre, grève mondiale pour la planète ! Attac est engagée dans ces mobilisations pour la justice climatique : marches, grèves, actions de désobéissance, blocages, etc., et appelle à rejoindre toutes les actions prévues les 20 et 21 septembre 2019. Contribuons à forger des alternatives sociales et écologiques ! Soutenons l'action en justice contre l'Etat pour le climat, disons « Stop à l'inaction, demandons justice » :

<https://laffaireduclicle.net/>

Éditorial

Ne lâchons rien, luttons et gagnons !

D'aucun.e.s pourraient penser que la partie est perdue contre les forces du néolibéralisme et l'individualisme que la société de consommation charrie avec ses injonctions à avoir plus qu'à être. D'autres que l'acte II de Macron favorisera les défavorisé.e.s. A celles-là et à ceux-là, c'est un message d'espoir et de ténacité qu'il faut délivrer. Sans attendre que du mieux arrive de l'Élysée.

L'espoir existe bel et bien. Prenons l'exemple de Geneviève Legay. Admonestée comme un enfant par Macron, sermonée par un procureur qui jurait qu'elle était tombée toute seule, elle vient de voir sa demande de dépaysement du procès acceptée. Grâce à la solidarité des participants à la manifestation, à ceux qui ont filmé et à ceux qui ont enquêté, l'affaire sera jugée à Lyon. Espoir d'impartialité pour gagner !

Prenons un autre exemple, celui de la privatisation d'Aéroports de Paris. La ténacité de 248 parlementaires a déclenché la procédure de référendum d'initiative partagée (lire p. 2). La bataille est engagée et plus de 500 000 soutiens sont déjà enregistrés malgré

les bugs du site du ministère de l'Intérieur.

Dernier exemple, celui des retraites. Annoncée pour cet automne et déjà fort contestée, la réforme systémique, avec sa supercherie de loger tout le monde à la même enseigne et d'un « âge d'équilibre » à 64 ans, devrait être repoussée à 2025. Les gilets jaunes sont passés par là et la baisse des pensions et le recul de l'âge effectif de départ risquent de faire des dégâts avant les prochaines échéances électorales.

Tout ça pour s'encourager à ne pas baisser la tête, à ne pas accepter ce que les puissants qualifient d'inéluctable. Pour la transition sociale, écologique et démocratique, nous serons là. Toujours et encore. □

Attac, qu'est-ce que c'est ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.

ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...

www.france.attac.org



S'informer & Agir, un autre monde est possible * Le Mag d'Attac 92 * n° 7, parution sept. - déc. 2019
Directrice de la publication : Nathalie Levray - Dépôt légal : à parution - ISSN en cours - Tirage : 7 500 exemplaires

Adhérer à Attac sur le site d'Attac France (de 13 à 400 € par an, suivant vos revenus) : <https://france.attac.org/>

Privatisations à marche forcée : NON ! Référendum d'initiative partagée : OUI !



Attac se mobilise contre les privatisations brutales voulues par le gouvernement : Aéroports de Paris (ADP), Engie, Française des Jeux, les barrages et les ports... et s'engage dans la bataille pour recueillir les 4,7 millions de signatures nécessaires pour obtenir l'organisation d'un référendum d'initiative partagée (RIP) contre la privatisation d'ADP. C'est la première fois depuis sa création en 2008 que cette forme particulière du processus législatif français est enclenchée. Il associe le corps électoral à une proposition

de loi, *via* un recueil de soutiens. La première étape a été franchie avec le soutien de 248 parlementaires. Il faut passer la deuxième en réunissant un dixième des électeurs (d'où les 4,7 millions) sur la pétition ouverte à signature jusqu'au 12 mars 2020. Même si le gouvernement cherche à nous décourager de signer, c'est une occasion unique pour les citoyens de mettre un coup d'arrêt au processus de cession au privé des infrastructures et entreprises à missions de service public. L'État nous fait croire que cette opération va l'enrichir, c'est un leurre. Vendre des entreprises rentables et stratégiques revient à brader au privé ce qui relève du bien commun et abandonner des leviers pour mener la transition sociale, écologique et démocratique. Des précisions sur le site d'Attac 92 : <https://local.attac.org/attac92/> Pour déposer son soutien : www.referendum.interieur.gouv.fr/initiatives_encours □

Un contre-G7 pour un autre monde !

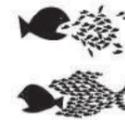
Fin août, les dirigeants des sept États les plus riches de la planète (USA, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada) se sont retrouvés à Biarritz. Ces puissants, aux politiques de plus en plus autoritaires et bellicistes, se retrouvent ainsi chaque année pour perpétuer un système au service du néo-libéralisme, des multinationales et des 1 % les plus riches. Ce groupe des 7, dit G7, n'a pas de statut formel. Mais, depuis sa création en 1975, il joue un rôle d'impulsion essentielle au développement de la mondialisation et du multilatéralisme. Ces sept pyromanes de la planète appliquent dans leurs pays des politiques austéritaires et inégalitaires similaires sur des questions-clés telles que les migrations, la crise climatique et environnementale et les questions sociales. Mais, avec un cynisme à toute épreuve, ils n'hésitent pas à déclarer se donner comme objectif la lutte contre les inégalités !

Nous ne sommes pas dupes ! Tirant profit de l'impact médiatique de ce sommet, nous nous sommes fait entendre grâce au contre-G7 organisé en parallèle au Pays Basque. Nous y avons porté nos alternatives solidaires, écologiques, féministes, anti-racistes et anti-impérialistes. Face à l'écran de fumée des beaux discours, nous défendons l'urgence sociale, démocratique et écologique. Pour un autre monde ! □



Avant votre prochain clic sur amazon.fr ...

C'est le pouvoir que cherche Amazon avec sa quête d'expansion économique dans tous les domaines de l'industrie et sur l'ensemble de la planète. Le commerce électronique global ne représente encore que 16 % du marché, mais à chaque point gagné, 8 000 magasins et commerces de proximité ferment : l'apocalypse pour la vente au détail ! Les emplois créés ne compensent jamais ceux perdus dans le commerce de proximité et travailler pour la machine Amazon est plus qu'une épreuve : rythme effréné, surveillance de chaque instant, robotisation de l'humain. Quant aux petites entreprises, vendeurs et autres artisans référencés sur le site Amazon, ils sont à sa merci. Avec Alexa, son assistante numérique, la firme manipule, surveille et influence les comportements de ses utilisateurs. Pour bénéficier des avantages fiscaux et éviter les taxes locales par exemple, Amazon dresse les villes les unes contre les autres. En France, elle s'offre le silence des élus en faisant signer des clauses de confidentialité en contrepartie du privilège d'accueillir un entrepôt et les promesses (sans engagement) d'emplois par milliers. Peu à peu, notre monde physique se transforme aussi. Le nombre de livraisons quotidiennes aux ménages explose, avec davantage de pollution et d'isolement social ; les centres-villes se désertifient. Au profit d'un seul ! Est-ce le monde que nous voulons ? Non. Alors ouvrons nos portes, allons à la librairie, à l'épicerie, chez le fleuriste ; rencontrons l'artisan. Libérons-nous de l'emprise d'Amazon, d'Alexa et consorts. Signez l'initiative européenne : <http://stop-impunite.fr/> □



Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance !

Stop à l'impunité des multinationales : action.

Après son assemblée générale du 1^{er} juin, Attac 92 a consacré son après-midi à innover dans l'action autour de la campagne « Stop à l'impunité des multinationales ». Celle-ci vise à réclamer « des droits pour les peuples et des règles pour les multinationales » aux présidents de la



Commission européenne, du Conseil de l'UE, aux représentants des États-membres et aux députés européens. En effet, ce sont plus de 3 400 traités de commerce et d'investissements qui octroient à ces grandes entreprises des droits exorbitants, qui ne respectent ni la justice, ni l'environnement, ni les droits humains (pétition, lire en p. 2). Alors, une partie des adhérents a participé à des ateliers participatifs qui ont débouché sur une action concrète, menée dans les règles de l'action citoyenne non-violente. Quand la joyeuse bande s'est mise en branle vers la station-service Total toute proche, c'était pour dénoncer l'impunité de cette entreprise qui encaisse d'énormes bénéfices, paie très peu d'impôts en France et pollue la planète. Chacun·e était prêt·e : il y avait des chanteurs, des taggeurs, des distributeurs de tracts, des observateurs, des porteurs de pancartes et de banderoles, un photographe, ceux qui



parlaient avec les passants, avec les clients de la station-service et les employés, ceux qui diffusaient sur les réseaux sociaux. La vidéo de l'action est en ligne : à voir [ici](#). □

Butte Rouge : chronique d'une mort annoncée. Attac 92 dit « non » à la gentrification des quartiers populaires autour de la capitale, qui conduit à exclure les classes populaires de la petite couronne au profit d'opérations immobilières juteuses. Elle a participé à la réunion du 28 juin, organisée par l'association Citoyens unis pour Chatenay-Malabry (CUCM) qui lutte contre la destruction de la Butte Rouge, emblème des cités-jardins, à Chatenay-Malabry. Cette cité au patrimoine architectural et paysagé reconnu du monde entier a été construite entre 1931 et 1965 sur 70 hectares. Aujourd'hui, au prétexte d'une « réhabilitation », l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et le maire, Georges Siffredi, prévoient de détruire 85 % de la cité où loge un tiers de la population chatenaisienne et dont 95 % des logements sont sociaux. Subsisteront les équipements publics et deux ou trois bâtiments emblématiques. Les habitants actuels ne pourront évidemment pas se reloger dans les appartements reconstruits dont les loyers seront trop élevés pour leurs revenus. Sous couvert de rénovation de l'habitat social et de mixité sociale, ces politiques, menées à Chatenay, à Clamart, à Clichy et ailleurs, dispersent la pauvreté, la rend invisible, et évitent aux pouvoirs publics d'avoir à répondre à la demande des populations qui vivent dans ces quartiers délaissés. Elles sont aussi bien pratiques pour renouveler l'électorat et pérenniser ces politiques d'exclusion ! □

Infos : <http://www.cucm.lautre.net>
Pétition : <https://frama.link/9PvHszdz>

